

**JAYDEN RESSOURCES INC.**  
**DISCUSSION ET ANALYSE DE LA DIRECTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES**  
**RÉSULTATS D'EXPLOITATION**  
**POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

---

*La discussion d'analyse de la direction (DAD) suivante vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants à la condition financière et aux résultats d'exploitation de Jayden Ressources Inc. (« Jayden » ou la « Société ») au 31 décembre 2015 et 2014 et pour les exercices terminés.*

*Cette DAD doit être consultée en parallèle avec les états financiers consolidés et vérifiés pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ainsi qu'avec les notes à l'appui. Ces états financiers ont été préparés dans le respect de politiques comptables conformes aux Normes internationales d'information financière (NIIF) émises par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI).*

*Sauf indication contraire, tous les montants sont indiqués en dollars canadiens. La date d'effet de la présente DAD est le 29 avril 2016. D'autres renseignements sur la Société se trouvent sur le site SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).*

---

**Contenu de la DAD**

1. Sommaire
2. Récapitulatif sur l'exercice terminé le 31 décembre 2015
3. Résultats d'exploitation pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015
  - 3.1 Projets d'exploration
    - 3.1.1. Propriété de Silver Coin
4. Liquidités et ressources en capital
  - 4.1.1 Capital social et les options d'achat des actions
  - 4.1.2. Engagements contractuels
5. Opérations avec les parties liées
6. Adoption des normes comptables et décisions découlant des NIIF
7. Instruments financiers
8. Contrôle interne des rapports financiers
9. Estimations et jugements comptables déterminants
10. Mise en garde concernant les énoncés prévisionnels
11. Événements ultérieurs

## 1. Sommaire

Jayden a atteint une étape avancée des activités de production sur la propriété de Silver Coin dont elle détient une participation à 80 %. La propriété de Silver Coin se situe à environ 25 kilomètres au nord de Stewart en Colombie-Britannique, dans la division minière Skeena de Colombie-Britannique et compte 44 concessions totalisant une superficie nette de 1 496 hectares.

Depuis 2004, la Société et son coentrepreneur Mountain Boy Minerals Ltd. (« Mountain Boy ») ont mené de vastes explorations ainsi que des études environnementales, métallurgiques et de ressources sur sa propriété de Silver Coin. En avril 2007, Minefill Services a calculé la présence d'une ressource conforme à NI 43-101 sur la propriété de Silver Coin. La Société a par la suite mené de vastes campagnes de forage en 2007 et 2008. En décembre 2009, Tetra Tech Inc. a réalisé une étude économique préliminaire conforme à NI 43-101, intégrant les nouveaux trous de forage et a publié une mise à jour de ce rapport le 12 mars 2010.

La Société a réalisé un programme de forage en septembre 2010 dans le but de confirmer les résultats de forages antérieurs, de remplir les parties non forées de la minéralisation, de prolonger cette dernière vers le nord de la ressource actuelle et d'obtenir de nouvelles carottes pour la poursuite des tests métallurgiques. Suite à ces nouveaux forages, la Société a conclu un contrat avec Minarco Mine Consult pour la préparation d'une mise à jour du Rapport technique conforme à NI 43-101 et de l'analyse économique préliminaire fondée sur une ressource actualisée publiée le 13 avril 2011.

Jayden a entamé un vaste programme de forages en mai 2011 dans le but principal de réduire l'espacement entre les trous de la ressource principale. Ce programme a été achevé en septembre 2011 avec un total de 109 trous de carottage de 17 468 m. En plus des procédures normales de carottes, de QAQC et dosage de Jayden, la Société a déterminé la gravité spécifique d'échantillons représentatifs de l'ensemble du noyau de 2011 pour renforcer les données techniques de la Société.

Jayden a mené la plus grande partie de ses activités d'exploration sur ses propriétés par l'entremise de tiers conseillers et de sous-traitants en géologie.

La Société prend d'autres mesures pour faire progresser la propriété de Silver Coin vers la production, y compris un contrat conclu avec AMEC Earth and Environmental afin poursuivre les études environnementales de base commencées en 2009 par Cambria Gordon Ltd. Ce travail environnemental de base permettra d'appuyer des efforts futurs d'obtention de permis.

Les résultats des essais métallurgiques, notamment les tests de broyage, démontrent que la minéralisation de Silver

Coin peut être traitée efficacement par des mesures conventionnelles de broyage. En 2011, la Société a réalisé un vaste programme d'essais métallurgiques. Les essais ont confirmé les estimés positifs initiaux sur la récupération et qu'un circuit de gravité pourrait permettre de récupérer l'or libre et l'électrum, qu'un concentré collectif de sulfure permettrait de récupérer des pourcentages très élevés d'or et d'argent et que ce concentré pourrait être traité au cyanure dans un four pour récupérer au global 87 % de l'or et environ 50 % de l'argent.

## 2. Rendement général de l'exercice terminé le 31 décembre 2015

Le résultat de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 représente une perte nette de 16 576 170 \$ (31 décembre 2014 : 710 083 \$). Le changement est principalement causé par une déficience de 16 110 923 \$ pour la propriété minière de la Société, 67 300 \$ liée au dépôt de la propriété, et la perte de 66 894 \$ reconnue basée sur la valeur déprimée des entreprises disponibles à la vente de placements qui a déjà été enregistré en AOCI. En outre, la diminution des honoraires professionnels de 94 153 \$ en 2014 à 39 651 \$ en 2015 en raison de la diminution de l'activité, ainsi que la diminution dépenses administratives de 188 752 \$ à 85 213 \$.

Comme Jayden est encore en cours d'analyse sur sa propriété Silver Coin en 2015, la Société engage en permanence des frais pour maintenir et évaluer la valeur sous-jacente de la propriété. La Société compte fortement sur un financement par actions qui est lui-même tributaire de facteurs économiques. La Société évalue en permanence sa trésorerie et est continuellement à la recherche de financement pour soutenir ses opérations.

En 2015, la Société a complété un placement privé sans courtier d'un montant de 511 000 \$.

## 3. Résultats d'exploitation pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015

Le tableau suivant présente les principaux renseignements consolidés pour les exercices terminés les 31 décembre 2015, 2014 et 2013.

	Trois mois terminés le			Douze mois terminés le		
	31 décembre			31 décembre		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Autres revenus et bénéfices nets	-	-	1	732	921	7,098
Frais administratifs	(42,673)	(147,795)	(992,956)	(331,785)	(709,444)	(2,076,160)
Autres frais d'exploitation	(16,245,117)	-	-	(16,245,117)	(1,560)	-
Perte nette pour l'exercice	(16,287,790)	(147,795)	(992,956)	(16,576,170)	(710,083)	(2,069,062)
Perte de base et diluée par action	(0.270)	(0.001)	(0.001)	(0.270)	(0.010)	(0.040)

La Société étant une société d'exploration, elle ne tire aucun revenu de l'exploitation minière.

Le tableau ci-dessous indique certains résultats d'exploitation de la Société pour les huit derniers trimestres.

	31/12/2015	30/09/2015	30/06/2015	31/03/2015	31/12/2014	30/09/2014	30/06/2014	31/03/2014
Perte nette	(16,287,789)	(83,066)	(88,585)	(116,730)	(147,795)	(92,827)	(292,888)	(176,573)
Perte de base et diluée par action Dévaluation des intérêt des gisements	(0.265)	(0.001)	(0.002)	(0.002)	(0.001)	(0.002)	(0.001)	(0.004)
Dépréciation des intérêts dans des propriétés minières	(16,110,923)	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	125,100	-
Total des actifs	348,951	16,569,530	16,696,684	16,312,961	16,382,207	16,318,977	16,405,649	16,539,411
Fonds de roulement	78,655	308,919	398,578	19,309	96,968	39,351	119,691	324,162

Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2015, la Société a subi une perte nette de 16 287 789 \$ par rapport à 147 795 \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2014. Le changement est principalement causé par une déficience de 16 110 923 \$ pour la propriété minière de la Société, 67 300 \$ liée au dépôt de la propriété, et la perte de 66 894 \$ reconnue basée sur la valeur déprimée des entreprises disponibles à la vente de placements qui a déjà été enregistré en AOCl.

### **3.1 Projets d'exploration**

#### **3.1.1 Propriété de Silver Coin :**

#### **GÉOLOGIE**

La propriété de Silver Coin englobe un secteur de roches volcaniques intermédiaires très altérées du jurassique inférieur. Une cartographie détaillée de la région et de la propriété, menée par le gouvernement et des géologues embauchés par contrat par la Société, indique que la région constituait une éminence paléo-topographique avec un stratovolcan centré sur le mont Dilworth à proximité. Les roches ont été coupées par diverses roches intrusives du jurassique et de l'éocène. Pendant les campagnes d'exploration 2011, la Société a tracé des cartes géologiques détaillées de la lithologie, de l'altération et de la structure du principal secteur de la ressource. Ces travaux ont confirmé plusieurs théories liées aux contrôles de la minéralisation et ont permis de mieux comprendre l'altération et la structure qui pourraient contrôler la minéralisation.

## **HISTOIRE**

En 1991, Silver Coin était exploitée comme mine souterraine et produisait 102 539 tonnes d'une teneur moyenne de 8,9 g/t Au et de 55,50 g/t Ag dans la zone Facecut où se trouvent les fortes teneurs, à savoir sur la concession Big Missouri. Ce minerai a été traité à l'usine de broyage Silbak Premier, à proximité.

Avant que la Société ne participe à la propriété de Silver Coin, un total de 422 trous avait été foré sur une profondeur totale d'environ 37 401 mètres. Ces forages antérieurs visaient 293 trous de forage d'une profondeur totale d'environ 17 500 mètres effectués entre 1988 et 1994.

En 2004, la Société a conclu une entente de coentreprise avec Mountain Boy Minerals Ltd. et depuis juin 2006, la Société exploite la propriété de Silver Coin, tandis que Mountain Boy occupe des fonctions exclusivement liées au conseil et aux contrats. Mountain Boy a obtenu un droit de négocier des contrats et de fournir des services liés à l'exploration et au développement de la propriété de Silver Coin. Cela s'est avéré très avantageux pour la Société en raison des capacités de Mountain Boy et de sa connaissance approfondie sur la région.

En 2010, la Société a conclu un contrat avec AMEC Earth and Environmental visant la poursuite des études environnementales de référence entamées en 2009 par Cambria Gordon Ltd. Depuis, AMEC a développé son programme d'échantillonnage d'eau et d'hydrologie et, ce qui est très important, elle a aussi confirmé la conclusion de Cambria Gordon selon laquelle le lac No Name ne contient pas de poissons. Selon les normes de RIC, le lac No Name, l'emplacement potentiel pour les refus de broyage, ne contient pas de poissons et demeure ainsi une option viable pour la planification et l'exploitation du projet. AMEC se concentre sur les études d'hydrologie de surface visant à définir les taux de débit dans plusieurs effluents critiques situés sur la propriété. AMEC a aussi installé une station permanente de surveillance du climat sur la propriété visant à recueillir des données de base sur la qualité de l'air et le climat aux fins du projet.

Toujours en 2010, la société a foré un total de 18 trous sur une profondeur totale de 2 807 mètres dans le but de confirmer le forage historique, de mieux comprendre la géologie et d'élargir la ressource. En se basant sur les nouveaux résultats de forage, la société a achevé un rapport technique et une analyse économique préliminaire conforme à 43-101 le 13 avril 2011. Cette mise à jour des estimations des ressources a fait état d'une augmentation générale de la teneur moyenne en or de 10,9 % et d'une augmentation de 11,1 % du nombre d'onces de ressources déjà signalées, qui sont passées de 191 300 onces mesurées, 644 300 onces indiquées et 655 200 onces présumées, à 218 410 onces mesurées, 624 006 onces indiquées et 813 273 onces présumées. Cette mise à jour a tenu compte un total de 732 trous de forage (88 645 mètres) et 76 tranchées (1 447 mètres).

Silver Coin comprend un sédiment d'or-argent-zinc sur laquelle se trouve une ressource conforme à 43-101 de

24,13 millions de tonnes d'or à teneur de 1,08 g/t représentant un total de 842 416 onces d'or, 4,45 millions d'onces d'argent et 91,17 millions de livres de zinc dans les catégories mesurées et indiquées à une teneur de coupure de 0,3 gramme d'or par tonne. Les ressources présumées sont estimées comprendre aussi 813 273 onces d'or, 6,69 millions onces d'argent et 128 millions de livres de zinc. Minarco Mine Consult, de Beijing (Chine) estime ainsi les ressources dans un rapport technique en date du 13 avril 2011 :

0.3 gt Au de coupure	Tonnes	Au (g/t)	Ag (g/t)	Zn (%)	Au (oz)	Ag (oz)	Zn (lbs)
Mesurée	4,372,225	1.55	6.53	0.26	218,410	918,417	25,531,741
Indiquée	19,759,025	0.98	5.57	0.15	624,006	3,537,769	65,642,277
M&I	24,131,250	1.08	5.74	0.17	842,416	4,456,186	91,174,018
Présumée	32,443,840	0.78	6.41	0.18	813,273	6,691,185	128,006,920

En bref, Propriété de Silver Coin, possède les ressources substantielles d'or et d'argent et prête à commencer l'exploitation minière à ciel ou l'exploitation souterraine. Il y a un accès à une source fiable d'électricité publique située à quelques kilomètres de la propriété pour un minimum de dépenses d'immobilisations par la route en gravier Granduc Road menant à Stewart, un port en eau profonde.

#### FORAGE DE 2011

Au cours de l'été 2011, la Société a foré 109 trous de plus totalisant 17 468 m. Ce programme de forage a élevé la densité de forage sur des largeurs importantes de minéralisation en teneur élevée d'or et d'argent. Voici des points saillants de ce programme:

Le trou de forage d'identification	De (m)	À (m)	Intervalle	Moyenne Pondérée d'or (g/T)	Moyenne Pondérée d'argent (g/T)	Moyenne Pondérée d'or (onc.t)	Moyenne Pondérée d'argent (onc.t)
SC11-328	41.2	57.68	16.48	1.553	6.625	0.045	0.193
SC11-334	8.2	35.91	27.71	1.334	7.609	0.039	0.222
SC11-341	89.57	106	16.43	2.673	14.247	0.078	0.416
SC11-350	99.2	104.3	5.1	4.235	13.261	0.124	0.387
SC11-351	93.5	150.16	56.66	1.476	4.714	0.043	0.138
SC11-351	189.6	202.69	13.02	2.743	3.761	0.080	0.110
SC11-353	171.0	174.12	3.07	18.747	11.768	0.547	0.343
SC11-354	113.3	129.87	16.5	2.109	16.577	0.062	0.483
SC11-354	143.6	152.42	8.78	2.044	9.038	0.060	0.264
SC11-356	136.2	148.44	12.19	1.188	4.711	0.035	0.137
SC11-356	153.1	160	6.82	2.290	6.980	0.067	0.204

JAYDEN RESSOURCES INC.  
 Discussion et analyse de la direction  
 pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015

---

SC11-356	185.9	192.27	6.34	3.701	10.895	0.108	0.318
SC11-357	91.5	94.5	3	24.964	14.650	0.728	0.427
SC11-357	184	200.56	16.56	3.250	10.815	0.095	0.315
SC11-357	204.3	208.85	4.5	2.134	5.267	0.062	0.154
SC11-358	91.5	117	25.5	1.851	3.375	0.054	0.098
SC11-358	133	161.35	28.35	1.252	4.764	0.037	0.139
SC11-358EXT	133	162.87	29.87	1.158	2.050	0.034	0.060
SC11-358EXT	158	159.56	1.56	4.319	2.800	0.126	0.082
SC11-359	112.7	122	9.28	2.596	10.374	0.076	0.303
SC11-360	14.15	24.34	10.19	2.156	7.411	0.063	0.216
SC11-361	58.04	66	7.96	25.239	34.726	0.736	1.013
SC11-362	146	157.6	11.6	2.495	10.265	0.073	0.299
SC11-363	128	155.02	27.02	5.717	13.879	0.167	0.405
SC11-363	156.4	170.84	14.44	1.654	5.873	0.048	0.171
SC11-363	173.5	191	17.5	1.753	4.804	0.051	0.140
SC11-365	89.46	93.49	4.03	3.796	11.191	0.111	0.326
SC11-367	58	80.66	22.66	1.152	4.853	0.034	0.142
SC11-368	128.5	131.56	3.06	7.154	22.348	0.209	0.652
SC11-370	198.1	210.5	12.4	0.940	3.243	0.027	0.095
SC11-370	235.9	249.33	13.38	2.816	34.248	0.082	0.999
SC11-373	247.8	248.76	0.96	13.630	83.900	0.398	2.447
SC11-376	44.5	46	1.5	9.900	5.200	0.289	0.152
SC11-404	64.46	80.58	16.12	7.104	10.768	0.207	0.314
SC11-409	15.24	21	5.76	2.687	47.630	0.078	1.389
SC11-409	26.7	29.98	3.28	3.542	118.630	0.103	3.460
SC11-417	58.71	71.16	12.45	3.643	22.107	0.106	0.645
SC11-417	82.97	89	6.03	7.919	28.684	0.231	0.837
SC11-421	42	51	9	1.642	62.052	0.048	1.810
SC11-422	18.29	25.36	7.07	2.079	10.537	0.061	0.307
SC11-422	30.18	33.22	3.04	6.902	32.200	0.201	0.939
SC11-424	78.45	96.93	18.48	11.684	18.885	0.341	0.551
SC11-425	35.97	45.11	9.14	5.102	21.881	0.149	0.638
SC11-431	5.33	8.68	3.35	5.595	41.847	0.163	1.221
SC11-433	40.53	43.58	3.05	5.668	16.711	0.165	0.487
SC11-434	46.44	49	2.56	7.959	47.965	0.232	1.399
SC11-437	39.7	46.66	6.96	4.339	14.609	0.127	0.426
SC11-437	112.5	117	4.46	14.979	60.272	0.437	1.758
SC11-438	66.57	69.49	2.92	6.612	9.547	0.193	0.278
SC11-439	125.0	126.57	1.5	5.224	22.100	0.152	0.645
SC11-439	147	148.5	1.5	21.220	9.800	0.619	0.286
SC11-440	33.53	37.05	3.52	6.787	30.132	0.198	0.879

En 2011, la Société a continué ses études métallurgiques intégrant des échantillons de teneur inférieure

correspondant de plus près à la teneur en minerai attendue de l'exploitation à ciel ouvert modélisée. Certains essais en laboratoire récemment achevés à l'aide d'un échantillon maître de composite (1,2 g/t Au, 4 g/t Ag) et d'autres échantillons de teneurs variables (variant entre 0,5 g/t et 2,5 g/t Au) obtenus dans des trous forés à divers intervalles. Ces échantillons ont été utilisés pour simuler la réaction possible à un traitement du minerai par gravité et flottation, avec la possibilité de lixivier le concentré de flottation par cyanuration.

Ces résultats métallurgiques ont indiqué que des teneurs inférieures ont bien réagi au processus normal de flottation. De plus, les données d'essai ont indiqué que le traitement préalable par gravité permet de récupérer les grosses particules d'or et d'électrum ce qui, en retour, améliore la réaction de l'or ou de l'argent à la lixiviation. L'effet combiné de la récupération par gravité et par flottation est attendue à environ 96 % pour l'or et 87 % pour l'argent. La lixiviation du concentré de sulfure était variée, et la dissolution de l'or a été mesurée entre 85 % et 95 % et les concentrés à teneur moindre ont généralement donné lieu à une moindre récupération. Les taux de lixiviation de l'argent ont été mesurés entre 40 % et 60 %. La teneur d'un concentré typique de flottation serait attendue entre 29 g/t Au et 93 g/t Ag, contenu dans moins de 5 % du poids de la matière traitée, ce qui réduirait grandement la dimension du circuit de lixiviation. Alternativement, il serait possible qu'un nettoyage prolongé par flottation du concentré final puisse le réduire jusqu'à 2 % du poids de la matière traitée. Cela indique un excellent potentiel de sur-classification qui pourrait permettre à la Société de vendre ou de traiter le concentré à un autre emplacement. Pour résumer, ces essais métallurgiques préliminaires ont montré une excellente efficacité de la flottation qui permet de considérer diverses possibilités de traitement dans l'avancement du projet.

Les études environnementales de référence ont été continuées sur le site en 2011 par AMEC, y compris des enregistrements en continu de la station météorologique de la société. Certaines améliorations ont été apportées pour élargir la portée des données recueillies sur notre réseau d'emplacements de cours d'eau.

Long Lake Hydro est une société privée. Elle développe un grand projet hydroélectrique visant la production continue d'électricité à partir de turbines situées à moins de quatre kilomètres de l'emplacement proposé pour notre usine à Silver Coin. Les nouvelles lignes publiques de BC Hydro relieront les turbines et la Société aura accès à une source fiable d'électricité publique située à quelques kilomètres de la propriété pour un minimum de dépenses d'immobilisations.

Vers la fin 2011, la Société a entamé des études d'infrastructure afin de mieux comprendre les aspects importants du développement de Silver Coin. La Société a conclu un contrat avec All North Consultants Ltd. visant à concevoir des infrastructures portant entre autres sur l'accès routier, l'architecture et l'emplacement des structures, les routes entre la mine à ciel ouvert proposée et les usines de broyage et de traitement des déchets, le tracé d'une ligne proposée pour la transmission électrique vers le projet par les turbines de Long Lake Hydro ainsi que les coûts

associés à toutes ces opérations de construction et de développement d'infrastructures.

En 2011 la Société a fait de grandes avancées dans sa participation au projet. Cela comprenait l'acquisition des 4 grandes concessions INDI auparavant détenues par Nanika Ressources et l'ajout d'un nombre de concessions isolées jalonnées par la Société à l'intérieur et en périphérie de la partie principale de la concession. En outre, en 2011, la Société a versé 4 M\$ requis pour l'acquisition du projet, augmentant ainsi de 10 % sa participation à Silver Coin, qui est maintenant de 80 % dans ce projet. Pour une meilleure flexibilité de la planification opérationnelle future, la Société a conclu une convention d'option visant à acheter les deux concessions Grassy de Decade Resources. Ces concessions sont à l'est et mitoyenne au bloc principal de Silver Coin et pourraient fournir un espace supplémentaire pour les opérations à venir sur le site.

La Société a aussi élargi la portée des travaux d'AMEC qui incluront un plan détaillé des installations et des réservoirs visant les déchets de roche et de broyage. Ce plan sera fondé sur les travaux récents menés par Minarco pour le développement d'une mine et d'un plan d'usine pour le projet.

En été 2011, la Société a complété des études de 115 échantillons de copeaux de surface dans les tranchées historiques à divers endroits de la propriété. Cependant que les résultats des échantillons de copeaux des tranchées historiques étaient efficaces, elles n'étaient pas assez importantes pour être statistiquement comparables à son ensemble.

Au cours de cette période, le programme de cartographie de surface globale a également été effectuée sur la propriété par le géologue conseil Gerry Ray qui a fourni de nouvelles informations et interprétations importantes concernant l'histoire structurale de la zone du projet ainsi que carte détaillée du plan de l'expression de surface de caractéristiques structurales, des unités lithologiques et patrons d'altération.

#### **TRAVAUX DE 2012**

Au cours de l'année 2012, la Société a mené des études techniques avec ses entrepreneurs principaux, AMEC Earth and Environmental, All North Consultants Ltd. et Minarco Mineconsult pour faire avancer le projet et en prouver la viabilité économique.

Au cours de l'année 2012, la Société n'a pas fait d'exploration sur le terrain pendant qu'elle se concentrait sur l'achèvement des études internes.

#### **TRAVAUX DE 2013 - 2015**

Au cours de l'année 2013, la Société a conclu un contrat avec la firme d'ingénierie minière Plus Canada Ltd de

Vancouver en Colombie-Britannique pour étudier particulièrement les ressources à haute teneur de Silver Coin. Alors que, dans le passé, les études de ressources à Silver Coin se concentraient sur les ressources globales pour l'exploitation minière à ciel ouvert, Mining Plus a concentré ses études de 2013 seulement sur les zones de la propriété à haute teneur avec l'intention de déterminer si le projet se prêtait à l'exploitation minière souterraine. Sur la base de ce travail, la Société avait fait établir par Mining Plus une nouvelle estimation de ressources selon la norme 43-101 pour Silver Coin en utilisant des données de forage prises à partir des zones réputées à haute teneur.

La nouvelle estimation des ressources intitulée « Rapport technique NI 43-101 sur le projet Silver Coin (Rapport) », daté d'août 2013, a montré plusieurs zones à haute teneur pour le projet concentrées et qui s'étendent à partir de la zone d'exploitation souterraine existante où il y a eu une production limitée au début des années 1990. Cette ressource actuelle se concentre sur la zone principales et les zones au nord, à l'est et à l'ouest et est représentée ci-dessous :

**CLASSIFICATION DES RESSOURCES DE SILVER COIN  
(teneur de coupure de 2 g/t d'or pour toutes les zones)**

<b>Catégorie</b>	<b>Tonnes kt</b>	<b>Au g/t</b>	<b>Ag g/t</b>	<b>Zn %</b>	<b>Pb %</b>	<b>Cu %</b>
<b>Indiquée</b>	702,000	4.46	17.89	0.88	0.33	0.07
<b>Présumée</b>	967,000	4.39	18.98	0.64	0.25	0.04

Une ventilation complète de la ressource par zone individuelle est disponible dans le rapport sur SEDAR.

Le rapport indique que la ressource ne comprend pas toutes les zones aurifères étroites appropriées pour une extraction souterraine et qu'il existe un bon potentiel de développer cette ressource à haute teneur en procédant à d'autres travaux. Par exemple, une optimisation plus fine de la ressource actuelle, la mise à niveau des zones non classées indiquées ou présumées (lorsque les données sont insuffisantes), plus la définition de points supplémentaires à haute teneur à l'est et en sous-parallèle à la zone principale et au nord de la zone nord. Il existe également un potentiel pour d'autres zones aurifères proches de la surface, probablement propices à l'exploitation minière à ciel ouvert et pouvant s'ajouter à la ressource à haute teneur actuelle.

En aout, la Société a engagé des consultants en environnement Keystone Environmental Ltd. d'entreprendre un examen scientifique de toutes les études environnementales antérieures sur la propriété et d'évaluer et d'identifier les données en préparation pour la disposition future sur évaluation environnementale. L'examen a porté sur les changements proposés à partir d'une mine à ciel ouvert à une exploitation minière souterraine de haute qualité.

Dans le cadre de leur étude, Keystone a mené un programme de terrain de la roche et l'échantillonnage de l'eau en septembre 2013 pour soutenir l'évaluation des conditions du site mines en ce qui concerne le potentiel de lixiviation des métaux / drainage rocheux acide (LM/DRA) et les impacts environnementaux, y compris la pêche, la faune, la qualité de l'eau et les conditions atmosphériques.

Les échantillons ont été prélevés pour analyse en laboratoire et l'interprétation qui comprenait qualité de l'eau et le biote échantillonnage des lacs et des ruisseaux, la collection de la surcharge de sols/roches pour les essais des métaux et pour la comptabilisation des acides et des bases, les échantillons drainage / d'infiltration pour la teneur en métal et le niveau de PH et la collection des échantillons de carotte de forage adéquates pour les essais cinétique en cellule d'humidité. Des recommandations ont été faites sur des besoins futurs en matière de données pour le processus d'évaluation environnementale.

Vers la fin de 2013, métallurgiste Frank Wright a été contracté par Jayden pour compléter un petit programme de travail métallurgique sur les composites à teneur plus élevée de la zone centrale de haute qualité, qui simulent un modèle de qualité supérieure de ressource souterraine. Son travail a suivi les procédures générales qui ont été établies sur des échantillons de qualité inférieure mais avec un nouvel accent sur l'alimentation de qualité supérieure pour la production séparée des concentrés de zinc et pyrite (valeurs d'or) avec possibilité de flottation différentielle de plomb. Le travail d'essai consistait d'un essai de circuit fermé et de trois caractéristiques de concentrés avec les résultats à intégrer dans une conception de circuit de flottation pour la future étude d'évaluation préliminaire économique qui élimine le besoin de cyanure dans le circuit de processus.

Cette phase de travail métallurgique a également servi à fournir des échantillons de résidus pour les essais statiques et cinétiques, dans le cadre des exigences environnementales pour le projet.

En ce qui concerne la propriété et la créance la propriété en 2013, la Société a terminé leur convention d'option pour acheter les deux créances Grassy de Decade Resources et les paiements en espèces finales associées n'étaient pas faits.

Des études métallurgiques et environnementales ont été complétées par Janvier 2014, et aucun autre travail n'a été entrepris sur la propriété au cours de 2014 et 2015.

En 2015, la Société a diminué l'exploration et l'évaluation des actifs pour 16 110 923 \$, étant donné que la juste valeur marchande du projet est évalué à un coût nominal et le fait que la Société n'a pas investi des dépenses importantes sur la propriété.

#### 4. Liquidités et ressources en capital

Le tableau suivant résume les fonds en caisse, fonds de roulement et flux de trésorerie de la Société :

<b>Au 31 décembre</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Espèces et quasi-espèces	239,432 \$	147,220 \$
Fonds de roulement	78,655 \$	96,968 \$

  

<b>Exercice terminé le 31 décembre</b>	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(375,123)	(655,129)
Flux de trésorerie nette affectés aux activités d'investissement	(43,665)	(193,570)
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement	511,000	754,419
Variation nette des liquidités	92,212 \$	(94,280) \$

La Société a effectué un placement privé qui a amélioré les fonds de roulement total, mais le reclassement de la débenture convertible de long terme à celui en cours a entraîné une diminution nette du fonds de roulement. La Société est dépendante de la vente d'actions propres pour financer ses activités d'exploration, les paiements d'acquisition de la propriété et des coûts généraux et administratifs. La Société aura besoin de fonds supplémentaires en 2016 pour poursuivre son programme d'exploration.

Le fond de roulement de la Société en 2015 a diminué à 78 655 \$ (2014: 96 968 \$) en raison de la réalisation d'un placement privé sans courtier de 511 000 \$ (2014: 754 419 \$) compensée par l'augmentation de la portion courante de la balance de la débenture convertible de 179 739 \$ (2014: nil \$)

Les activités d'exploitation de la société ont été 375 123 \$ (2013: 655 129 \$). La baisse en 2015 est principalement attribuable à la baisse des honoraires professionnels, 133 149 \$ (2014: 359 866 \$) et aussi le frais administratif de l'entreprise à 85 213\$ (2014: 188 752 \$)

Les activités d'investissement de la Société ont été 43 665 \$ (2014: 193 570 \$). La baisse en 2015 est attribuable à la diminution des activités de la Société.

Afin de maintenir la propriété de Silver Coin en règle, aucun ouvrage ni paiement n'est exigé sur la majorité des concessions jusqu'à octobre 2017, à l'exception de la concession du Kansas qui, à titre de concession de la Couronne, est assujettie au paiement d'une taxe annuelle de 24 \$. Pour certaines concessions isolées et récemment acquises, antérieures aux anciennes concessions situées sur la propriété de Silver Coin, des paiements annuels sont dus en septembre 2015. (Payés)

La Société devra continuer à se financer pour faire avancer ses plans d'exploration.

#### **4.1.1. Capital Social et les options d'achat d'actions**

##### (a) Capital Social

Le 26 mars 2014, la Société a clôturé un placement privé sans courtier (le « placement privé ») composé de 5 700 000 unités (les « unités ») au prix de 0,10 \$ par unité pour un produit brut de 570 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société (une « action ») et d'un bon de souscription d'action ordinaire (un « bon de souscription »). Chaque bon de souscription permet à son détenteur d'acheter une action supplémentaire (un « bon de souscription d'action ») de la Société au prix de 0,12 \$ par bon de souscription jusqu'au 25 mars 2016. La juste valeur de la composante de l'action commune des parts à la date d'émission était de 0,10 \$, étant égal au prix du marché donc la société a affecté l'ensemble de 570 000 \$ aux actions ordinaires et aux bons de souscription nulle.

Le 8 août 2014, à l'approbation des actionnaires désintéressés, la Société a émis 2 513 964 actions garanties à Gather Success Holdings Limited, une société détenue par Mme Letty Wan, chef de la direction et administrateur de la Société, dans le cadre du placement de droits en 2013.

Le 24 juin, 2015, la Société a clôturé la première tranche de son placement privé sans intermédiaire constitué de 2 300 000 unités (les « unités ») au prix de 0,07 \$ par unité pour un produit brut de 161 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société (une « action ») et un bon de souscription (un « bon de souscription »). Chaque bon de souscription permet à son détenteur d'acheter une action supplémentaire (un « bon de souscription d'action ») de la Société à un prix de 0,09 \$ par bon de souscription jusqu'au 24 juin 2017. La juste valeur de la composante de l'action ordinaire des unités à la date d'émission a été 0,07 \$ étant égal au prix du marché donc la Société affecté l'ensemble de 161 000 \$ aux actions ordinaires et aux bons de souscription nulle.

Le 25 août, 2015, la Société a clôturé la deuxième tranche de son placement privé sans intermédiaire constitué de 5 000 000 unités (les « unités ») au prix de 0,07 \$ par unité pour un produit brut de 350 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société (une « action ») et un bon de souscription (un « bon de souscription »). Chaque bon de souscription permet à son détenteur d'acheter une action supplémentaire (un « bon de souscription d'action ») de la Société à un prix de 0,09 \$ par bon de souscription jusqu'au 25 août 2017. La juste valeur de la composante de l'action ordinaire des unités à la date d'émission a été 0,07 \$ étant égal au prix du marché donc la Société affecté l'ensemble de 570 000 \$ aux actions ordinaires et aux bons de souscription nulle.

Au 31 décembre 2015, la Société n'avait aucune action bloquée.

(b) Les options d'achat d'actions

La Société a un régime d'option d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximal d'options soumises au régime, globalement, ne doit pas dépasser 10 % des actions émises et en circulation de la société. La durée maximale d'une option est de 10 ans et l'acquisition est à la discrétion du conseil d'administration, cependant, les options attribuées aux consultants exécutant des « d'activités de relations avec les investisseurs » doivent être acquises progressivement sur une période de 12 mois au minimum, en faisant l'acquisition d'¼ des options tous les trois mois ou sur une période plus longue selon ce que le conseil d'administration a décidé. Le prix d'exercice ne doit pas être inférieur au prix du marché de l'escompte conformément aux conventions TSE.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, la Société a octroyé nul. (2014 : 1 425 000) options d'achat à ses administrateurs, cadres et conseillers. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, 1 148 500 options ont expiré sans avoir été exercées.

	Exercice terminé le 31/12/2015		Exercice terminé le 31/12/2014	
	Nombre	Prix d'exercice pondéré moyen	Nombre	Prix d'exercice pondéré moyen
		\$		\$
Options en circulation au début de l'exercice	2,993,500	1.03	1,750,000	1.90
attribuées	-	-	1,425,000	0.11
expirées	<u>(1,148,500)</u>	1.99	<u>(181,500)</u>	1.78
Options en circulation	<u>1,845,000</u>	0.43	<u>2,993,500</u>	1.03
Options exerçables	<u>1,845,000</u>	0.43	<u>2,993,500</u>	

Options en circulation 31/12/2015			Options exerçables	
Quantité en circulation	Date d'expiration	Prix d'exercice	Quantité exerçable	Prix d'exercice
		\$		\$
420,000	6 janvier 2017	1.50	420,000	1.50
1,425,000	4 avril 2019	0.11	1,425,000	0.11
<u>1,845,000</u>		0.43	<u>1,845,000</u>	0.43

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, la Société a comptabilisé nul (2014 – 125 100 \$) la charge de

rémunération de base de l'action. La Société a utilisé le modèle d'évaluation Black-Scholes pour estimer la juste valeur des options à la date d'attribution selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

Les modèles d'évaluation des options requièrent l'entrée d'hypothèses très subjectives à propos de la volatilité prévue. Des variations de ces hypothèses peuvent avoir un impact important sur l'estimation de la juste valeur de marché. Par conséquent, les modèles existant ne mesurent pas nécessairement de manière réaliste la juste valeur de marché des options sur titres et des bons de souscription de la Société à la date de l'attribution ou après cette dernière.

#### c) Bons de souscription

Le 26 mars 2014, la Société a clôturé un placement privé sans courtier (le « placement privé ») composé de 5 700 000 unités (les « unités ») au prix de 0,10 \$ par unité pour un produit brut de 570 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société (une « action ») et d'un bon de souscription d'action ordinaire (un « bon de souscription »). Chaque bon de souscription permet à son détenteur d'acheter une action supplémentaire (un « bon de souscription d'action ») de la Société au prix de 0,12 \$ par bon de souscription jusqu'au 25 mars 2016. La juste valeur de la composante de l'action commune des parts à la date d'émission était de 0,10 \$, étant égal au prix du marché donc la société a affecté l'ensemble de 570 000 \$ aux actions ordinaires et aux bons de souscription nulle.

Le 24 juin, 2015, la Société a clôturé la première tranche de son placement privé sans intermédiaire constitué de 2 300 000 unités (les « unités ») au prix de 0,07 \$ par unité pour un produit brut de 161 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société (une « action ») et un bon de souscription (un « bon de souscription »). Chaque bon de souscription permet à son détenteur d'acheter une action supplémentaire (un « bon de souscription d'action ») de la Société à un prix de 0,09 \$ par bon de souscription jusqu'au 24 juin 2017. La juste valeur de la composante de l'action ordinaire des unités à la date d'émission a été 0,07 \$ étant égal au prix du marché donc la Société affecté l'ensemble de 161,000 \$ aux actions ordinaires et aux bons de souscription nulle.

Le 25 août, 2015, la Société a clôturé la deuxième tranche de son placement privé sans intermédiaire constitué de 5 000 000 unités (les « unités ») au prix de 0,07 \$ par unité pour un produit brut de 350 000 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la Société (une « action ») et un bon de souscription (un « bon de souscription »). Chaque bon de souscription permet à son détenteur d'acheter une action supplémentaire (un « bon de souscription d'action ») de la Société à un prix de 0,09 \$ par bon de souscription jusqu'au 25 août 2017. La juste valeur de la composante de l'action ordinaire des unités à la date d'émission a été 0,07 \$ étant égal au prix du marché donc la Société affecté l'ensemble de 570 000 \$ aux actions ordinaires et aux bons de souscription nul.

	Quantité des bons de souscription	Prix d'exercice pondéré moyen	Date d'expiration
le solde au 31/12/2014	*5,700,000	\$ 0.12	25 mars 2016
exercisé	2,300,000	0.09	24 juin 2017
exercisé	5,000,000	0.09	25 août 2017
le solde au 31/12/2015	13,000,000	\$ 0.10	

\* 5 700 000 bons de souscription ont expiré sans avoir exercisés à la fin de l'année

#### Sommaire des actions en circulation

Voici le capital social émis et en circulation de la Société à la date de ce rapport :

- (1) Autorisé : 5 000 000 000 actions sans valeur nominale.
- (2) À la date du présent DAD, la Société détient 65 793 246 actions ordinaires et 1 845 000 d'options et 7 300 000 bons de souscriptions ont été émises et sont en circulation.

#### **4.1.2. Engagements contractuels**

La Société a conclu des contrats de consultation pour les services suivants:

	Honoraires mensuels	Services fournis
	\$	
James Andrew & Company	6,000	Consultant
TransMax Investing	5,000	Consultant

#### **5. Opérations avec des parties liées**

- (a) Soldes des parties liées

	Exercice terminé le 31 décembre	
	2015	2014
	\$	\$
<b>Montants due aux société/directeurs liés</b>		
Baron Global Financial Canada Ltd. (1)	-	31, 818

(1) Herrick Lau , le cadre et administrateur de la Société, est le directeur général de Baron Global Financial Canada Ltd.

(b) Opérations avec des parties liées

La société a engagé les transactions suivantes des parties liées dans les années :

Services fournis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015	Services de gestion	Services de conseil consultation et de conseil	Loyer et frais de bureau
	\$	\$	\$
Baron Global Financial Canada Ltd. (1)	13,000	-	7,000

  

Services fournis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014	Services de	Services de consultation+conseil	Loyer et frais de bureau
	\$	\$	\$
Baron Global Financial Canada Ltd. (1)	58,500	-	31,500

(1) Herrick Lau, le cadre et administrateur de la Société, est le directeur général de Baron Global Financial Canada Ltd.

(c) Rémunération du personnel clé de la direction

Le personnel clé de la direction regroupe les administrateurs de la Société dont la rémunération au titre des coûts de personnel a été enregistrée ainsi :

	Exercice terminé le 31 décembre,	
	2015	2014
	\$	\$
Honoraires de la direction	9,375	162,322
Paiements fondés sur des actions	-	125,100
	9,375	287,422

**6. Adoption des normes comptables et décisions découlant des NIIF**

Ci-dessous des normes nouvelles, des interprétations, des modifications et des améliorations aux normes existantes publiées par l'IASB ou le Comité International Financial Reporting Interpretations («IFRIC») ont été adoptées à partir du 1er janvier, 2015 sans aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société:

NIIF 3 – Regroupement d'entreprises

Les modifications apportées à la norme IFRS 3, publié en décembre 2013, clarifient la comptabilisation de la contrepartie éventuelle dans un regroupement d'entreprises. A chaque période, une entité évalue la contrepartie

éventuelle classée comme un actif ou un passif financier à la juste valeur, les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat. D'autres modifications à IFRS 3, publié en décembre 2013, précisent que la norme IFRS 3 ne concerne pas la comptabilisation de la formation de tous les types d'accords conjoints dans les états financiers de l'entente commune elle-même.

#### NIIF13 - Evaluation de la juste valeur

Les modifications apportées à la norme IFRS 13, publié en décembre 2013, précisent que l'exception du portefeuille applique à tous les contrats dans le cadre de la norme IFRS 9 Instruments financiers ou IAS 39 Instruments financiers: comptabilisation et évaluation, indépendamment du fait qu'ils répondent aux définitions des actifs financiers ou financière passifs dans IAS 32 instruments financiers: Présentation.

#### IAS 24 - La divulgation des parties liées

Les modifications apportées à IAS 24, publié en décembre 2013, précisent qu'une entité de gestion, ou tout membre d'un groupe dont elle fait partie, qui fournit des services de gestion et d'entretien clés à une entité déclarante, ou son parent, est une partie liée à l'entité déclarante. Les modifications exigent également une entité de divulguer les montants engagés pour les services des membres clés de la direction fournis par une entité de gestion séparée. Cela remplace la divulgation plus détaillée par catégorie requise pour toute autre rémunération du personnel clé de gestion.

#### Normes comptables publiées mais non encore en vigueur

Les normes et interprétations suivantes n'ont pas été en vigueur car elles ne seront pas appliquées avant un proche avenir. Elles peuvent entraîner des modifications conséquentes aux conventions comptables et autres informations. La Société n'a pas encore évalué les impacts des normes ou déterminé s'il les adoptera par anticipation.

#### NIIF 9 Instruments financiers

La norme NIIF 9 a été publié en novembre 2009 et a été modifiée dans le cadre d'un projet en cours visant à remplacer l'IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. La norme exige la classification des actifs financiers en deux catégories : celles mesurées à la juste valeur et ceux évalués au coût amorti. La classification et l'évaluation des passifs financiers sont principalement inchangées par rapport à la norme NIIF 9. Toutefois, pour les passifs financiers évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur attribuables aux variations en « risque de crédit propre » d'une entité sont maintenant comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu plutôt que dans le compte des pertes et profits. Cette nouvelle norme aura également un impact sur les informations fournies en vertu des IFRS 7 Instruments financiers: informations à fournir.

En novembre 2013, l'IASB a modifié IFRS 9 pour les changements importants à la comptabilité de couverture. En outre, une entité peut appliquer la « exigence de crédit propre » dans l'isolement, sans la nécessité de changer toute autre comptabilisation des instruments financiers.

La norme a été initialement en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er Janvier 2013, mais la version complète de la norme IFRS 9, publié en Juillet 2014, a changé la date d'application obligatoire au 1er Janvier, 2018. La Société ne prévoit pas que cet amendement ait une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

## 7. Instruments financiers

La Société s'est exposée à des risques financiers par l'utilisation d'instruments financiers dans le cours normal des activités. Les risques financiers comprennent le risque de marché (y compris le risque de change, le risque de taux d'intérêt et autre risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. La Société n'a pas de politiques de gestion des risques écrites ni de directives. Cependant, le conseil d'administration se réunit régulièrement et coopère étroitement avec les représentants clés de la direction pour identifier et évaluer les risques et pour établir des stratégies de gestion des risques financiers. La Société n'a pas utilisé de dérivés ni d'autres instruments pour des opérations de couverture et ne détient pas ou n'a pas émis d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales. Les risques les plus importants auxquels la société est exposée sont décrits ci-dessous.

### (i) Risque lié au taux de change

Certaines dépenses d'exploitation et l'encaisse sont libellées en monnaies étrangères et sont donc soumises au risque de change. La Société n'a pas conclu d'instruments financiers dérivés pour minimiser ce risque et il n'estime pas que son exposition nette au risque de change soit significative car la plupart des fonds sont détenus par la Société en CAD.

### (ii) Risque lié au crédit

La trésorerie de la Société est détenue dans les établissements financiers canadiens autorisés. La Société ne détient aucun papier commercial adossé à des actifs. La direction estime que la concentration des risques de crédit à l'égard de ses instruments financiers est minime.

La Société adopte des stratégies d'investissement conservatrices. Généralement, les investissements se font en titres liquides cotés sur les bourses des valeurs comptabilisées. Aucun achat sur marge n'est autorisé. Les prêts et

les garanties financières accordés aux particuliers sur des entités individuelles doivent être approuvés par le conseil d'administration. Le conseil d'administration contrôle quotidiennement la position globale des investissements de la Société et l'exposition.

Les politiques de crédit et de placement ont été suivies par le Société puisque les exercices précédents se sont avérés efficaces en limitant l'exposition de la Société au risque de crédit à un niveau acceptable.

(iii) Risque lié au taux d'intérêt

Le risque lié au taux d'intérêt est le risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'instrument financier due à des variations des taux d'intérêts du marché. La Société possède des avoirs productifs d'intérêts par rapport aux avoirs en banque et aux CPG portés aux taux d'intérêts variables en consultant le marché et les prêts d'administrateurs ne générant pas d'intérêt. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation du groupe sont en grande partie indépendants des variations des taux d'intérêts du marché. La Société n'a pas utilisé d'instrument financier pour couvrir les fluctuations éventuelles des taux d'intérêt. L'exposition du groupe aux taux d'intérêts est minime. La Société n'a pas d'emprunt productif d'intérêt.

Les politiques de gestion du risque de taux d'intérêt sont suivies par la Société depuis les exercices précédents et s'avèrent efficaces.

(iv) Risque lié à la liquidité

La capacité de la Société à continuer comme une entreprise en exploitation dépend de la capacité de l'administration à lever le financement requis à travers les émissions de capitaux propres. La Société gère son risque de liquidité en prévoyant les flux de trésorerie provenant des opérations et en anticipant les activités de financement et d'investissement. La direction et le conseil d'administration sont également activement impliqués dans la révision, la planification et l'approbation des dépenses importantes et des engagements.

Les politiques de liquidité sont suivies par la Société depuis les exercices précédents et s'avèrent efficaces dans le cadre de la gestion du risque de liquidité.

(v) Autres risques liés aux prix

Les autres risques liés aux prix correspondent aux risques de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'instrument financier due à des variations des taux d'intérêts du marché (autres que les variations des taux

d'intérêts et des taux de change). La Société est exposée aux variations des cours du marché des capitaux propres répertoriés par rapport à ses placements classés comme placements susceptibles de vente (remarque 6).

Les politiques de gestion de l'autre risque de prix sont suivies par la Société depuis les exercices précédents et s'avèrent efficaces.

(vi) Évaluations de la juste valeur

Le tableau suivant présente les actifs et les passifs financiers comptabilisés à la juste valeur dans l'état de la situation financière selon la hiérarchie de juste valeur. La hiérarchie regroupe les actifs financiers selon trois niveaux basés sur la fiabilité relative des entrées significatives utilisées pour évaluer la juste valeur de ces actifs financiers. La hiérarchie de juste valeur comprend les trois niveaux suivants :

Niveau 1 – cours du marché (non régularisé) dans les marchés actifs pour les actifs identiques;

Niveau 2 – entrées autres que les cours du marché inclus dans le niveau 1 observables pour l'actif, soit directement (par exemple, les prix), soit indirectement (par exemple, issu des prix) et

Niveau 3 – entrées pour l'actif n'étant pas basé sur des données observables du marché (entrées non observables)

Le niveau dans la hiérarchie de la juste valeur dans lequel l'actif financier est classé dans sa totalité est basé sur le niveau le plus bas de l'entrée qui a de l'importance pour l'évaluation de la juste valeur.

Les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière sont regroupés dans le niveau 1 quant au 31 décembre 2015 et 2014.

Il n'y a pas eu de transfert important entre les niveaux 1 et 2 dans les exercices financiers respectifs. Les méthodes et les techniques d'évaluation utilisées pour évaluer la juste valeur sont inchangées par rapport aux exercices financiers précédents. Les titres de capitaux propres sont libellés en dollars canadiens. Les justes valeurs ont été déterminées selon leurs prix offerts cotés aux dates de clôture.

La juste valeur des autres créances de la Société se rapproche de ses valeurs comptables qui sont le montant à recevoir sur les comptes consolidés à la date de la situation financière.

Le montant de la juste valeur de la Société due à des sociétés liées et les comptes à payer et charges à payer, le montant peut être moins que leurs valeurs comptables en raison des intérêts de la Société.

## **8. Contrôle interne sur la divulgation de l'information financière**

La directrice générale (DG) et le directeur financier (DF) de la Société, de concert avec la direction de la Société, sont responsables des renseignements communiqués dans la présente DAD et des autres communications externes de la Société. Pour la période terminée le 31 décembre 2015 le DG et le DF ont désigné, ou supervisé la désignation de contrôles des procédures de communication (CPC) afin de pouvoir garantir dans une mesure raisonnable que les renseignements importants portant sur la Société et sa filiale consolidée sont communiqués conformément aux exigences réglementaires et aux bonnes pratiques d'entreprises et que les CPC de la Société lui permettront de répondre aux exigences en vigueur sur la communication.

La DG et le DF ont évalué l'efficacité des CPC de la Société et ont conclu que la lettre et l'application des CPC de la Société sont entrées en vigueur le 31 décembre 2015 et que la Société s'est dotée de CPC adéquats pour permettre d'assurer que les renseignements utilisés à l'interne par la direction et communiqués à l'externe sont, dans les aspects les plus importants, complets et fiables.

La DG et le DF sont aussi chargés de définir les contrôles internes à l'égard de l'information financière (« CIIF ») en vigueur au sein de la Société dans le but de garantir dans une mesure raisonnable la fiabilité des rapports financiers et la préparation des états financiers diffusés à l'extérieur de la Société conformément aux Normes internationales d'information financière (« NIIF »). Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a embauché un bureau de conseil international afin d'évaluer l'efficacité des CIIF de la Société.

Durant la définition et l'évaluation des CIIF de la Société, la direction a identifié des lacunes mineures, dont certaines ont été abordées ou sont actuellement abordées afin de rehausser les processus et contrôles de la Société. La Société emploie de mesures générales et de contrôles d'atténuation pour contrôler les lacunes pouvant être présentes dans les contrôles des processus. La direction entend poursuivre les améliorations des CIIF de la Société. La direction a conclu que les ICFR de la Société étaient en vigueur aux 31 décembre 2012, 2011 et 2010.

La direction de la Société, y compris son DG et son DF, croit que les CPC et CIIF, aussi bien élaborés et appliqués soient-ils, ne peuvent fournir qu'une assurance relative et raisonnable que les objectifs du système de contrôle sont atteints. De plus, la planification d'un système de contrôle doit rendre compte des contraintes budgétaires et les avantages des contrôles doivent être considérés en tenant compte de leurs coûts. En raison des limites intrinsèques à tout système de contrôle, aucun ne peut assurer de manière absolue que tous les problèmes éventuels de contrôle et possibilités de fraude, le cas échéant, au sein de la Société ont été réduits ou détectés. Ces limites intrinsèques comprennent la possibilité de faire de mauvais jugements avant la prise de décision, et que des interruptions peuvent survenir suite à de simples erreurs ou défauts. En outre, les contrôles peuvent être

contournés par une seule ou plusieurs personnes, ou par des déviations illicites d'événements prévus. Il est en outre impossible de garantir qu'aucune mesure ne pourra garantir l'atteinte d'objectifs dans toutes les éventualités. Par conséquent, en raison des limites intrinsèques d'un système de contrôle rentable, il est possible que des déclarations fausses ou des erreurs soient faites sans être détectées.

Aucun changement apporté aux CIIF de la Société durant l'exercice terminée le 31 décembre 2015 ne pourrait toucher de manière importante ou être de nature à avoir un impact notable sur les CIIF de la Société.

## 9. Estimations et jugements comptables déterminants

Les estimations et les jugements sont continuellement évalués et sont basés sur les antécédents et d'autres facteurs, y compris les prévisions d'événements futurs raisonnables étant donné les circonstances.

### Hypothèses et estimations comptables critiques

La Société émet des estimations et hypothèses sur l'avenir. Les estimations comptables qui en résultent seront, par définition, rarement identiques aux résultats réels associés. Les estimations et les hypothèses qui présentent un risque important d'ajustement matériel aux valeurs comptables des actifs et des passifs au cours de l'exercice financier suivant sont décrites ci-dessous :

#### *Déclassement et réhabilitation des passifs*

Les frais de déclassement et de réhabilitations ont été estimés en fonction de l'interprétation des exigences réglementaires actuelles de la Société et ont été mesurées à la valeur actuelle nette des dépenses futures de trésorerie prévues de remise en état et à la clôture. Ces coûts sont comptabilisés en actifs de prospection et d'évaluation. Étant donné que la mesure de la valeur juste requière l'utilisation d'hypothèses subjectives, y compris de frais de remise en état et de clôture, des changements dans les hypothèses subjectives peuvent affecter l'estimation de la valeur juste. Sur la base de l'évaluation, la Société n'a pas eu de déclassement important ni de réhabilitation de passifs à la date du bilan.

#### *Impôts différés*

La Société reconnaît l'avantage des impôts différés pour les actifs d'impôts différés dans la mesure où la récupération est probable. L'évaluation de la recouvrabilité des actifs d'impôts différés implique que la direction doit faire des estimations importantes concernant les futurs bénéfices imposables. Dans la mesure où les flux de trésorerie et le revenu imposable diffèrent considérablement des estimations, la capacité de la Société à réaliser

les actifs d'impôts différés nets comptabilisés à la date de clôture pourrait être affectée.

### **Jugement important dans l'application des politiques comptables de la Société**

Voici un jugement critique, distinct des jugements comprenant des estimations faits par la direction dans l'application des politiques comptables la Société et ayant l'effet le plus notable sur les montants indiqués dans les états financiers consolidés.

#### *Continuité de l'exploitation*

La direction a appliqué sa capacité de jugement dans l'évaluation de la capacité de la Société à poursuivre son exploitation lors de la préparation de ses états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 décembre 2014. La direction prépare les états financiers sur une base de continuité sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou n'a pas d'autre solution réaliste pour le faire. Pour évaluer si l'hypothèse de continuité est appropriée, la direction prend en compte toutes les informations disponibles sur l'avenir, couvrant au moins, entre autres, douze mois à compter de la fin de la période considérée. La direction a examiné un large éventail de facteurs liés à la rentabilité actuelle et prévue, à la planification de remboursement de la dette et aux sources potentielles de financement de remplacement. À la suite de l'évaluation, la direction a conclu la pertinence finale de l'utilisation des principes comptables applicables à la continuité.

#### *Dépréciation des actifs d'exploration et d'évaluation*

Lorsque des événements ou des changements de situations donnent à penser que le montant comptable des actifs au titre de l'exploration et de l'évaluation pourrait ne pas être récupéré, la Société tiendra compte des valeurs recouvrables de l'unité génératrice de trésorerie (UGT). Après avoir pris en compte l'environnement économique actuel, la direction révisé les projets de développement et d'exploration et confirme qu'il n'y a aucun indicateur de perte de valeur sur les actifs d'exploration et d'évaluation du groupe aux dates de clôture.

Pour les investissements disponibles à la vente, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur de marché en deçà de son coût constitue également une indication objective de dépréciation. Il faut faire preuve de jugement pour déterminer si la baisse de la juste valeur a été importante et/ou prolongée. Afin d'établir ce jugement, les données historiques sur la volatilité du marché ainsi que le prix du placement spécifique sont pris en compte. La Société évalue également, entre autres facteurs, la durée et l'ampleur de la juste valeur d'un investissement situé à un niveau inférieure à son coût, si les baisses de la juste valeur sont importantes ou prolongées ainsi que la santé financière et les perspectives d'affaires à court terme pour, y compris des facteurs tels que le rendement de

l'industrie et les flux de trésorerie opérationnels et de financement. À la date de reprise de la dépréciation, la valeur comptable de l'actif financier ne peut excéder son coût amorti si la dépréciation n'avait pas été reconnue. La direction a déterminé à porter atteinte à la valeur comptable totale des actifs d'exploration et d'évaluation au 31 décembre 2015.

#### **10. Mise en garde sur les énoncés prospectifs**

La présente DAD contient des énoncés prévisionnels visant à donner aux lecteurs les éléments de base pour évaluer la performance financière de la Société. Tout énoncé ne constituant pas un fait historique constitue un énoncé prévisionnel. Ce type d'énoncé peut être identifié par *croit que*, *envisage*, *anticipe*, *considère*, *visé*, *planifie*, *entend*, *continuera*, *budget*, *estimation*, *prévoit*, *pourrait* et les autres expressions de même nature. Les énoncés prévisionnels sont nécessairement fondés sur un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui, bien que considérées comme raisonnables par la Société, sont de par leur nature assujetties à d'importantes incertitudes et éventualités commerciales, économiques et concurrentielles.

Des facteurs connus et inconnus pourraient causer d'importantes déviations des énoncés prévisionnels. Parmi ces facteurs, on compte, sans limitation, les fluctuations sur les marchés des devises des dollars canadiens et américains, les prix des produits, les changements apportés par les gouvernements à la législation, à la fiscalité, aux contrôles et règlements et au développement économique et politique du Canada, des États-Unis ou d'autres pays où la Société mène ou pourrait mener ses activités, les risques associés à l'exploitation minière ou aux activités de développement, la nature spéculative de l'exploration et du développement, y compris le risque associé à la délivrance des licences et permis nécessaires et les quantités ou la teneur des réserves. Un grand nombre de ces incertitudes ou éventualités peuvent avoir un impact sur les résultats avérés de la Société et pourraient les faire dévier de manière importante par rapport à ceux indiqués de manière expresse ou implicite dans un énoncé prévisionnel fait par ou au nom de la Société.

Les lecteurs sont avertis que les énoncés prévisionnels ne constituent aucune garantie de performance future. Rien ne peut garantir que ces énoncés seront avérés. Les résultats et les événements futurs pourraient être très différents de ce qui a été prévu dans ces énoncés. Les présentes renvoient précisément à la dernière notice annuelle de la Société déposée auprès des autorités provinciales sur les titres qui contient une discussion sur certains facteurs sous-jacents aux énoncés prévisionnels. La Société nie toute intention et obligation de mettre à jour ou de revoir tout énoncé prévisionnel suite à de nouveaux renseignements, éventualités ou pour toute autre raison, sauf dans la mesure de ce qui est exigé par la loi en vigueur.